

Objectif Oman

Septembre 2018



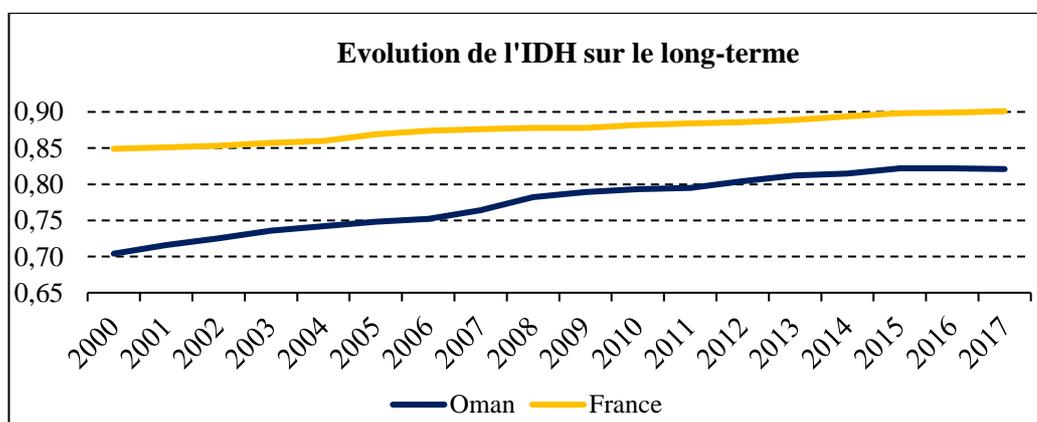
Faits saillants

- Forte diminution des avoirs extérieurs de la Banque centrale à 15,4 Mds USD en juillet
- Préparation du Budget 2019 : la TVA annoncée pour septembre 2019
- Mouvements spéculatifs de grande ampleur autour du baril de pétrole omanais fin septembre
- Pêche & aquaculture : approfondissement de la coopération franco-omanaise

CLIMAT DES AFFAIRES

Oman classé dans la catégorie des « pays à très haut niveau de développement » selon l'IDH (PNUD)

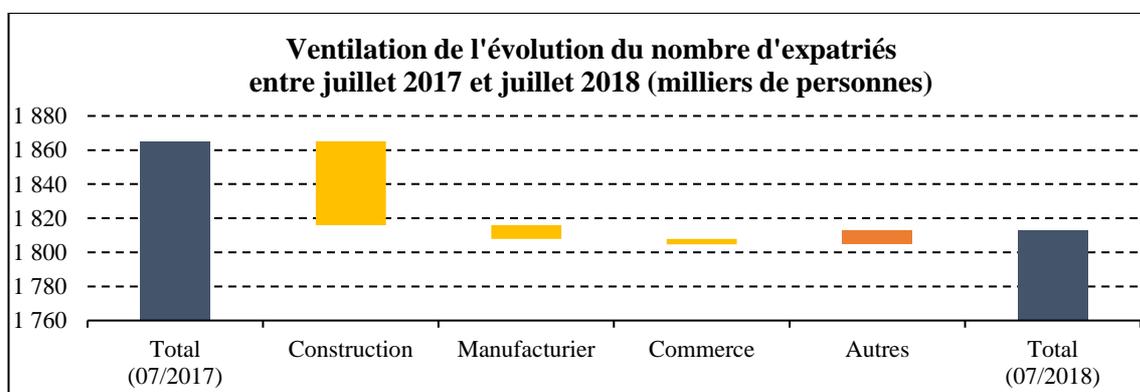
Le classement 2017-18 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) relatif à l'indice de développement humain (IDH), indicateur composite calculé à partir de trois critères (PNB par habitant, niveau d'éducation, espérance de vie), a classé le Sultanat d'Oman au 48^{ème} rang (sur 189 pays), soit un gain d'une place par rapport au classement 2016-17. Bien que le score du Sultanat apparaisse en léger retrait (0,821 contre 0,822 sur 1 l'an passé), une 1^{ère} depuis 20 ans, Oman figure désormais dans la plus haute catégorie du classement, celle des « pays à très haut niveau de développement », à l'instar de l'ensemble des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Au plan régional, Oman se classe au 5^{ème} rang du CCG, devant le Koweït (56^{ème}) mais derrière les Emirats arabes unis (34^{ème}), le Qatar (37^{ème}), l'Arabie Saoudite (39^{ème}) et le Bahreïn (43^{ème}). Contrairement au Sultanat, la plupart des pays du Golfe ont vu leur classement rétrograder l'an dernier, conséquence de la baisse de leur PNB nominal, dont le niveau reste largement déterminé par les fluctuations des prix du pétrole. De façon plus détaillée, si le PNB par habitant en parité de pouvoir d'achat d'Oman apparaît plus faible que celui de ses voisins (36 290 USD en 2017 contre 69 281 en moyenne pour le CCG hors Oman), le Sultanat se distingue favorablement s'agissant du nombre moyen d'années effectives de scolarisation (9,5 ans contre 9,4 ans) et de l'espérance de vie (77,3 ans contre 76,4 ans). Au plan mondial, la Norvège continue de dominer ce classement avec un score de 0,953. La France figure à la 24^{ème} position avec un score de 0,901 (-1 place par rapport à l'an dernier).



Source : PNUD

Marché du travail : baisse structurelle ou conjoncturelle du nombre de travailleurs expatriés ?

Selon les dernières données officielles, le nombre de travailleurs expatriés a baissé de -2,8 % entre fin juillet 2017 et fin juillet 2018, soit un peu plus de 50 000 destructions nettes d'emplois, présentées par les autorités comme la preuve du succès du resserrement de la politique d'omanisation mené par le Ministère du Travail depuis un an et comprenant des pressions à l'embauche de nationaux sur les entreprises et une suspension de la délivrance de visas pour 87 professions. Toutefois, l'analyse détaillée de ces pertes nettes d'emplois des expatriés révèle que leur grande majorité (44 000, soit 85 % du total) provient du secteur de la construction, qui souffre depuis plus d'un an d'un très fort ralentissement. En atteste la chute de -53,9 % en valeur des contrats conclus entre le 1^{er} semestre 2017 et 1^{er} semestre 2018, conséquence d'une activité atone et des difficultés de paiement auxquelles se heurte le secteur. Parallèlement, les chiffres officiels -au demeurant incomplets- font état sur la période d'une création nette de 11 000 emplois nationaux seulement (dont 2 600 dans le secteur de la construction), ce qui tend à souligner la faible substitution entre travailleurs nationaux et expatriés. Alors qu'à court terme, la politique d'omanisation pénalise fortement l'investissement étranger, à plus long-terme, elle pourrait, en cas de « succès », affecter lourdement la productivité des entreprises compte tenu du différentiel de coût et du niveau de qualification des travailleurs nationaux et freiner d'autant la croissance potentielle du Sultanat.



Source : NCSI

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Premiers éléments sur le Budget 2019 et annonce de la TVA pour septembre 2019

Le Ministère des Finances a publié début septembre ses lignes directrices à l'intention des autres ministères pour la constitution de leurs propositions budgétaires pour 2019. L'ensemble des administrations sont appelées à stabiliser leurs dépenses en réduisant en priorité leurs frais de fonctionnement, l'objectif étant de contenir le déficit public (-5 % du PIB attendu en 2018 par le FMI pour une projection budgétaire de -9,4 % selon les autorités). L'effort de modernisation de l'appareil d'Etat, comprenant une rationalisation des dépenses et la maîtrise de la masse salariale, doit permettre de contenir la dette publique, passée de 5 % du PIB en 2014 à 45 % aujourd'hui, en tirant profit notamment du contexte de hausse des prix des hydrocarbures (75 % des recettes budgétaires). Deux agences (*Fitch* et *Moody's*) doivent se prononcer d'ici la fin d'année sur une éventuelle dégradation de la note souveraine omanaise en catégorie spéculative. Si le Ministère des Finances a rappelé la nécessité d'accroître les recettes non-hydrocarbures, force est de constater qu'aucun cadre législatif n'a encore été défini en ce qui concerne la TVA. En marge d'un séminaire organisé en fin de mois par la Chambre de Commerce et d'Industrie, un officiel du ministère des Finances a indiqué que la TVA pourrait entrer en vigueur en septembre 2019. Pour rappel, l'introduction de droits d'accises sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées, attendue d'ici la fin de l'année, a été repoussée à plusieurs reprises.

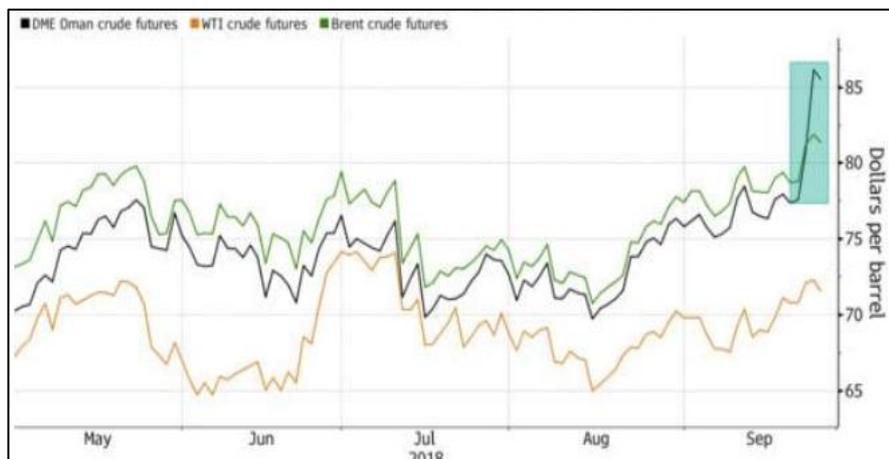
Les avoirs extérieurs de la Banque centrale atteignent leur plus bas niveau depuis 5 ans à 15,4 Mds USD

Fin juillet, le montant des actifs extérieurs (hors avoirs en or) détenus par la Banque centrale a atteint son point le plus bas depuis cinq ans à 15,4 Mds USD, soit un recul de -18,2 % par rapport à fin juillet 2017

(18,8 Mds USD). Sur un mois, le niveau des actifs a diminué de -3,5 %. Rapporté en mois de couverture des importations, ce seuil n'apparaît pas -encore- alarmant, les actifs permettant de couvrir 5,3 mois d'importations de biens et services (contre 6,8 mois de couverture en juillet 2017), les économistes considérant le seuil de 3 mois de couverture comme critique s'agissant de la capacité à maintenir l'ancrage du rial au dollar US. La réduction des avoirs extérieurs détenus par la Banque centrale s'explique notamment par le nouveau déficit de la balance des biens et des services, enregistré en juillet. Le déclin des réserves s'accompagne d'inquiétudes accrues au regard de la rapide détérioration du ratio dette externe sur le niveau des avoirs extérieurs de la Banque centrale. Alors que ce ratio s'établissait à 6 % en 2015, il est passé à 36 % en 2016 avant d'atteindre 70 % l'an passé, conséquence du fort niveau d'endettement extérieur de l'Etat pour financer les dépenses publiques et les projets de développement.

Des mouvements spéculatifs de grande ampleur sur le prix du baril omanais enregistrés fin septembre

Le prix du baril de pétrole omanais échangé sur le marché à terme -pour livraison en novembre- a brièvement dépassé le seuil de 90 USD le 26 septembre, enregistrant un bond de +11 % en 2 jours, avant de retomber le lendemain à 84,6 USD. Cette forte hausse est intervenue dans un contexte de pressions structurelles accrues sur l'offre mondiale de pétrole (faible niveau d'investissement dans l'exploration-production depuis 3 ans, maintien des quotas lors du sommet OPEP/non-OPEP d'Alger, goulots d'étranglement de la production américaine de pétrole de schiste...). De même, si le cours du baril pourrait être envisagé autour de 80 USD à moyen-terme, plusieurs facteurs conjoncturels accentuent la hausse des prix à court-terme : interruptions de production au Venezuela, incertitudes sur la situation libyenne, réintroduction effective au 4 novembre des sanctions américaines sur le brut iranien, etc. Néanmoins, l'évolution des cours du brut omanais observée fin septembre paraît avoir surtout été causée par des mouvements spéculatifs de grande ampleur, le prix du brut omanais ayant même dépassé celui du Brent (environ 82 USD), en dépit de la moindre qualité de l'huile omanaise. Parmi les facteurs explicatifs potentiels, outre le manque traditionnel de liquidité des contrats à terme en fin de mois, une demande chinoise exacerbée -qui concentre pour rappel 70 % des ventes omanaises de pétrole- aurait provoqué le mouvement spéculatif dans un contexte d'incertitudes marquées sur l'accès au brut iranien (d'une qualité très similaire au brut omanais).

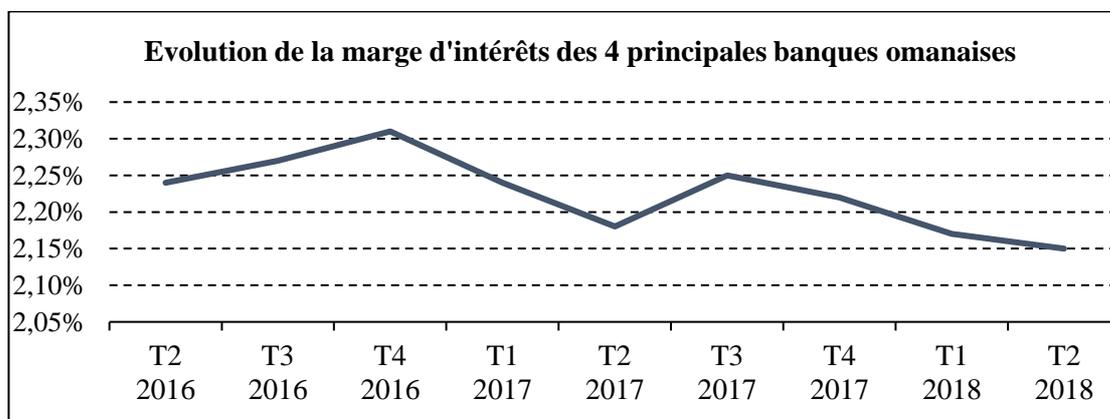


Source : Bloomberg

Banques : la remontée des taux met sous pression les marges des banques locales (EFG-Hermès)

D'après la banque d'investissement égyptienne *EFG-Hermès*, le bénéfice net combiné des 4 plus grandes banques commerciales d'Oman (*Bank Muscat*, *Bank Dhofar*, *National Bank of Oman* et *Bank Sohar*) a crû de +8,8 % (à 74 M OMR) au 2^{ème} trimestre 2018 comparé à la même période en 2017. Cette progression traduit principalement la hausse des revenus hors intérêts (+12,6 % à 60 M OMR), en particulier issus du change et des dividendes, et, dans une moindre mesure, des revenus nets d'intérêts (+6,2 % à 134 M OMR). En parallèle, si le ratio coûts-revenus a diminué de 88 pdb, à 45,5 %, le coût du risque a progressé de 8 pdb, à 41 pdb. A ce titre, *EFG-Hermès* relève une accentuation de la détérioration de la qualité des actifs des 4

grandes banques omanaises, le taux des créances douteuses s'établissant à 3,41 % au 2^{ème} trimestre 2018 contre 2,87 % au 2^{ème} trimestre 2017. Dans le sillage de la remontée des taux d'intérêts directeurs américains, suivie de près par la Banque Centrale d'Oman au titre du maintien de l'ancrage du rial au dollar, les coûts de (re)financement des banques omanaises devraient s'accroître sur le court terme, étant entendu que leurs moyens de revalorisation du prix de leurs actifs demeurent limités. La hausse des coûts de financement aurait ainsi déjà freiné le rythme de progression des prêts accordés par les banques (+3,4 % en g.a contre +5 % en g.a. au trimestre précédent), en particulier s'agissant du secteur du commerce de détail. Si la marge nette d'intérêts (2,15 % au 2^{ème} trimestre) était amenée à se dégrader à l'avenir, les banques reposant davantage sur les dépôts issus des comptes courants et d'épargne pour se financer devraient connaître une pression moindre, le taux de rémunération de ces dépôts n'étant pas lié aux taux d'intérêts des marchés. A cet égard, *Bank Muscat*, la 1^{ère} banque du Sultanat avec 36 % des prêts et des actifs, paraît clairement avantagée à court terme, 59 % de ses dépôts relevant des comptes courants et d'épargne, alors que ses actifs sont en moyenne de meilleure qualité (taux de créances douteuses de 3,1 %).



Source : EFG Hermès

INFORMATIONS SECTORIELLES

Aérien : entrée en service du nouveau terminal passager de l'aéroport de Duqm

Le nouveau terminal passager de l'aéroport international de Duqm a été officiellement inauguré le 17 septembre. D'une capacité de 500 000 passagers par an -pouvant être étendue à l'avenir à 2 millions-, l'aéroport n'accueille pour le moment que la compagnie aérienne *Oman Air*, qui y opère 6 vols par semaine depuis Mascate. Au total, l'aéroport de Duqm a accueilli 120 000 passagers seulement depuis son ouverture en 2014. Pour 2018, 45 000 passagers, uniquement, sont attendus. En dépit de ces données, *Oman Aviation Group*, l'entité regroupant les entreprises publiques du secteur (*Oman Air*, *Oman Airports*...), en charge de la stratégie aéronautique d'Oman, s'est engagée à maintenir la ligne Mascate-Duqm en dépit d'une rentabilité insuffisante. L'ouverture du nouveau terminal, d'un coût global estimé à 90 M OMR, constitue une étape importante dans le développement de la zone économique spéciale de Duqm, projet phare de diversification du Sultanat, d'autant que l'aéroport abrite aussi un terminal cargo d'une capacité annuelle de 25 000 tonnes. Pour rappel, le pilotage et la gestion du projet de construction de l'aéroport international de Duqm a été réalisé par la filiale ingénierie d'Aéroport de Paris, *ADPi*, dans le cadre d'un contrat global couvrant le développement de 4 aéroports régionaux du Sultanat (Sohar, Ras Al Hadd, Al Duqm et Adam).

Pêche & aquaculture : approfondissement de la coopération franco-omanaise

Le Service économique a organisé les 16-20 septembre une mission composée d'experts et d'entreprises françaises de la pêche et de l'aquaculture, visant à approfondir la coopération avec Oman. Outre plusieurs visites de ports de pêche, de la ferme aquacole de Qurrayat et de l'unité de transformation et de stockage d'*Al Marsa Foods*, la délégation s'est notamment entretenue avec le Vice-Ministre des Pêches, Dr Ahmed Al Oufi, ainsi qu'avec plusieurs responsables institutionnels et des sociétés omanaises à l'occasion d'un séminaire, organisé conjointement avec la Chambre omanaise de Commerce et d'Industrie. A cette

occasion, la partie omanaise a rappelé l'importance en termes d'emploi et de diversification de la pêche et de l'aquaculture, retenus comme prioritaires dans le cadre du programme national d'accélération de la diversification (*TANFEEDH*). Les autorités ambitionnent de porter la contribution du secteur dans le PIB de 225 M OMR en 2016 à 1,3 Md OMR en 2023 (soit de 0,9 % à 3,5 % du PIB), ce qui supposerait des investissements élevés à l'échelle du pays, estimés à 1 Md USD (dont 93 % supposés être financés par le secteur privé), principalement destinés à la création *ex nihilo* d'infrastructures relatives à l'aquaculture (656 M OMR). Les discussions avec les experts français se sont centrées sur la formation des pêcheurs et l'intérêt de l'offre commerciale française. Un intérêt marqué a été manifesté pour un accompagnement spécifique relatif au projet de port commercial de pêche de Duqm.



Utilities : création de Duqm Power Co. en charge du développement de la centrale de Duqm (326 MW)

Oman Oil Company a annoncé la formation de la joint-venture *Duqm Power Company* avec le groupe thaïlandais *Gulf Energy Development*. En tant qu'« *Independent Water and Power Producer* » (*IWPP*), celle-ci aura la charge de développer et d'opérer la future centrale à gaz d'électricité (326 MW) et d'eau dessalée (1 667 m³ / heure) pour un coût global estimé à 483 M USD. *Duqm Power Company*, qui sera détenue à 55 % par *Oman Oil Company* et à 45 % par *Gulf Energy Development*, a d'ores et déjà signé un contrat d'achat et de vente de 25 ans avec *Duqm Refinery*, destinant de fait la grande majorité de sa production à la future raffinerie de Duqm, dont la mise en service reste prévue en 2021, malgré les incertitudes actuelles entourant le *closing* financier (coût compris entre 6 et 7 Mds USD).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigé par : Louis Mangenot, Gilles Bordes

Revu par : Gilles Bordes
Chef du Service Economique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>